

# SEXÉ TROTTOIR ET PRÉVENTION

C'EST UNE GUERRE DE CHAQUE INSTANT. DEPUIS 1993, L'ASSOCIATION LYONNAISE CABIRIA SOUTIENT LES PERSONNES PROSTITUÉES, EN BUTTE AU HARCÈLEMENT POLICIER. COMMENT FONT-ELLES POUR RESTER D'EFFICACES MESSAGÈRES DE PRÉVENTION ?

PAR LUC BIECQ PHOTOS KAEL T BLOCK

**E**illes ont 20 ans ou 70 ans, elles sont africaines, bulgares, françaises, transsexuelles ou travesties. On les voit sans les connaître, ce qu'on croit savoir d'elles est bien souvent une insulte à leur vérité. Les raccourcis, relayés par le petit écran, réduisent et défigurent la parole des personnes prostituées. Sous prétexte qu'elles ont choisi, pour une vie ou une période limitée, de tarifer un acte sexuel, le monde moderne veut en faire des victimes ou les effacer du paysage. Dès qu'un homme ou une femme attend sur un trottoir ou près d'une camionnette, les bien-pensants réurgissent quelques crachats moraux ou de bien rapides anathèmes. Quelle profession a suscité autant de fantasmes et de mépris ? Même les milliardaires du ballon rond n'ont pas eu à vivre ce que les femmes lyonnaises subissent. Comment les appeler, d'ailleurs ? Certaines disent, l'œil aux aguets pour guetter leur effet, «je suis une putain», et ça leur convient très bien. D'autres parlent d'elles-mêmes comme de travailleuses du sexe. Florence, directrice de l'association de santé

communautaire Cabiria emploie peut-être davantage l'expression «personne prostituée». Même si ce métier doit encore gagner en visibilité, aucun individu ne se limite à sa seule fonction professionnelle. Mais elle ne se juge pas légitime pour trouver le terme qui plairait à toutes et tous : «Je n'ai jamais exercé ce métier, et puis chacun se définit comme il veut.»

**FONCTIONNEMENT COMMUNAUTAIRE**  
Oui, Cabiria est une association de santé communautaire, qui s'adresse essentiellement à celles et ceux qui travaillent dans la rue. À l'époque de la création de la structure, une des plus importantes dans ce domaine, quelques chercheurs sont allés recueillir la parole des personnes prostituées. Elles font aujourd'hui encore partie du conseil administration et de l'équipe salariée. Avant de prendre forme, les projets leur sont soumis, puisqu'elles vont aussi les faire vivre. Ces liens avec la recherche font aujourd'hui encore partie de la fibre musculaire de Cabiria, ils sont une ressource, une force, un canal d'énergie où chacun, au contact de l'autre, apprend.



**Le «bus» de l'association Cabiria assure huit tournées par semaine. C'est une action centrale et emblématique.**

En 1993, année de création, l'urgence concernait l'accès aux soins, particulièrement difficile : seules 20 % d'entre elles bénéficiaient de la Sécurité sociale. Ces femmes se montraient lassées du chantage, des aides à la formation conditionnées à l'arrêt de leur activité — comme si elles venaient toutes d'un milieu social fortuné et ne devaient pas subvenir à leurs besoins courants et à ceux de leur famille ! Cabiria a mis un point d'arrêt à ces discours : qu'elle souhaite arrêter son métier ou pas, toute personne prostituée a les mêmes droits que tout le monde, pour chaque aspect de la vie. Les résultats, lors de cette première période, sont rapides et si visibles que la petite structure grandit. Cabiria compte alors jusqu'à vingt salariés. Si l'accès à la santé était



Daniela, (à droite), l'infirmière de l'association, accompagnée de Maggie, médiatrice culturelle.

alors un problème, un premier cliché a été terrassé très vite : les personnes prostituées luttaient contre la propagation du virus du sida, et avec constance. Dans le métier, l'usage du préservatif est quelque chose d'ancien. Beaucoup le disent : le désir pour le client est feint et se mette dans la bouche une bite sans préservatif est inimaginable. « Je fais la même chose qu'une actrice porno, explique Karen, l'une des figures militantes. La différence ? Elle bénéficie du statut d'intermittente du spectacle. Moi, je n'ai aucun droit, sauf celui de payer des amendes. »

#### DES MILITANTES DE TERRAIN

La capote reste un objet central. Dans l'optique de Cabiria, il ne s'agit pas seulement de la donner, en pensant

qu'on apprend à s'en servir seul. Une partie de ce travail a lieu dans ce qu'on appelle ici « le bus ». Il s'agit en réalité d'un camping-car confortable. Deux membres de l'association y travaillent sur tous les fronts. Huit tournées, de jour et de nuit, ont lieu chaque semaine. « Proposer un préservatif, c'est l'occasion de parler et de répondre aux questions », raconte Florence. Ce simple geste est au cœur d'une réduction des risques intelligente, celle qui prend le temps de vérifier le niveau de connaissance de l'utilisateur. « On fait une démo sur un gode-miché. Puis on s'aperçoit très vite que les femmes ont développé des stratégies pour l'imposer au client. Elles en ont aussi pour lui dire, si c'est le cas, qu'il est sale, sans le vexer, après avoir expliqué – et c'est systématique –, ce qu'elles font et ne font pas. Elles

contractualisent tout ! »

Audrey, éducatrice spécialisée, participe aux tournées. La capote est totalement passée dans les mœurs. Toutefois l'usage du lubrifiant est à tort associé à la sodomie. Très vite, les femmes saisissent son utilité contre les risques de rupture. Si ces dialogues sont possibles, c'est parce que l'équipe de Cabiria est perçue comme une alliée. Au local de l'association aussi, on passe dire bonjour, pour se faire aider dans une démarche administrative ou accompagner à un rendez-vous que l'on craint. Environ 300 personnes sont accompagnées chaque année. Sur les routes et les actions de terrain, Cabiria est en contact direct avec 600 personnes prostituées, qui touchent à leur tour les clients. Globalement, l'accès à la santé s'est sensiblement



**« Les lois anti-racolage ont isolé les travailleuses du sexe et renforcé le mépris dont elles sont l'objet », regrette Florence, la directrice.**

amélioré. Une infirmière travaille sur place, mais l'association n'a jamais souhaité embaucher un médecin. Pour une raison simple : chacune doit pouvoir bénéficier des services médicaux existants. La baisse des subventions a toutefois décimé les budgets. L'équipe, divisée par deux, compte dix salariés.

**MESSAGÈRES DE PRÉVENTION**  
Peut-on dresser le portrait-robot d'un client ? Impossible. Il y a de braves hommes qui filent un coup de main aux filles, des violents, des réguliers. Leur point commun ? Quatre sur cinq demanderaient des rapports non protégés. Les lois pénalisant le racolage n'ont pas seulement éloigné

géographiquement les femmes, elles ont aussi dégradé leur image, réveillé le chefaillon collabo qui sommeille chez quelques Français. Ils n'hésitent pas à menacer de dénonciation une fille qui refuse un rapport non protégé, imaginant qu'elle n'a pas de papiers ou croyant, à tort, qu'elle n'a pas le droit d'exercer. « La loi dite LSI renforce certains hommes dans leur attitude de mépris, regrette Florence, la directrice de Cabiria, ils ne trouvent plus légitime de négocier et ne voient plus le problème quand ils filent une gifle. »



Amendes régulières, gardes à vue, harcèlement policier, ces travailleuses n'ont pas la vie facile. Dans un pays comme la France où la prostitution n'est pas illicite, des flics soucieux de faire du chiffre trouvent judicieux de taxer de « proxénète » une fille qui prête sa camionnette à une copine. Comme le révèle le « Journal des répressions et des violences », un relevé publié sur le rapport d'activité de l'association, les femmes violées sur leurs lieux de travail, les victimes de violences ou de vols n'osent pas toujours porter plainte. Quand il s'agit de taxer leurs revenus ou de régler les amendes, on les juge dignes de payer. Quand il s'agit d'être protégées par la police, c'est bien moins évident. « On cherche souvent à leur faire croire qu'on leur donnera des papiers en échange d'un acte de délation », ajoute Florence. Comme l'ensemble de l'équipe, comme la totalité des personnes prostituées, elle juge régressive et dangereuse la loi de sécurité intérieure dite LSI (il s'agit de la loi n°2003-239 du 18 mars 2003). Elle a davantage donné lieu à des autorisations temporaires de trois mois qu'à des droits au séjour de dix ans. C'est d'ailleurs l'argument le plus souvent avancé par ceux qui



Avec leur camping-car, qu'ils appellent « le bus », les militants vont à la rencontre des personnes prostituées pour leur offrir un accompagnement personnalisé.

refusent d'aider ces femmes : elles seraient « victimes ». C'est évidemment plus compliqué que ça : parce qu'elles n'étaient pas traitées, à cause de leur genre, avec équité dans leur pays, certaines ont choisi de le quitter, avec l'aide d'un passeur à qui elles doivent de l'argent. Il s'agirait d'ailleurs plus souvent de plusieurs personnes qui exigeraient de petites sommes que d'une seule. Que font-elles ? Elles remboursent cette dette librement consentie, elles négocient, elles se battent bec et ongles pour garder un peu d'argent pour elles et envoyer le reste au pays. « Elles inversent le rapport de domination », commente Florence avant d'ajouter que 300 personnes viennent de leur plein gré et sans difficulté au local. Bien loin des discours sur le corps marchandise, elles usent et préservent leur outil de travail pour vivre et soutenir de plus pauvres qu'elles. Il n'est jamais inutile de rappeler qu'elles en disposent à leur guise.

D'après Karen, une « figure » comme on dit, les maisons closes ne sont pas une solution : elles empêcheraient les femmes de choisir leurs horaires de travail et, surtout, imposeraient à ces femmes un « patron » qui profiterait de leur travail et pourrait leur imposer un acte sans

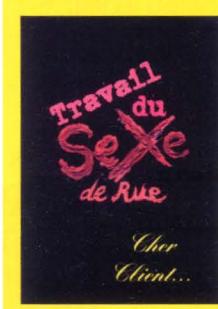
capote, pour faire du chiffre. À Lyon, la majorité des femmes travailleuses du sexe seraient contre ce système, perçu comme un retour en arrière qui ne laisserait aucun libre arbitre.

**UN VIRUS MIS AU SECRET**  
Accompagner les personnes séropositives et les protéger est une des missions de Cabiria. Les femmes se voient proposer un suivi gynécologique. Dès leur arrivée, elles sont incitées à se faire dépister, afin de savoir si elles sont porteuses du virus du sida ou d'une ou plusieurs hépatites. « Dans la communauté, il y en a visiblement assez peu, explique Daniela, infirmière de Cabiria, mais certaines mettent un ou deux ans avant d'en parler. » La plupart des femmes acceptent le test proposé et choisissent entre se faire accompagner le jour du résultat ou y aller seule. Mais ce moment clé reste souvent synonyme de drames en cascade.

Joy, toute jeune femme originaire d'un des pays les plus peuplés d'Afrique, où une personne sur deux est menacée par la famine, dit n'avoir pas choisi ce métier. Elle a la prunelle pétillante, l'œil rigolard, un joli port de tête. Quelque temps après son arrivée, en toute logique, elle a emprunté la carte Vitale

## « CHER CLIENT... »

Largement inspiré du travail de l'association québécoise Stella, le livret *Cher client...* est issu d'un travail de groupe. Cette brochure au format poche parle du métier, casse les clichés, et délivre au client quelques clés pour adopter un comportement respectueux facilitant la prévention. Des informations de base (« regarde ton pénis pour contrôler s'il n'a rien d'anormal ») sont proposées comme pour prévenir la transmission des infections sexuellement transmissibles, VIH compris. C'est un modèle du genre. Grâce à lui, l'« invisible client » a accès à une



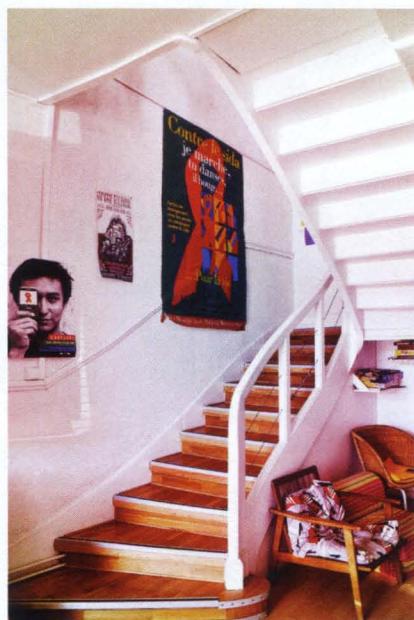
information fiable et de qualité. Certains clients ont même tenu à le distribuer eux-mêmes. L'info circule : voilà une bonne nouvelle !



**Au fil des années, Jérôme, Audrey et toute l'équipe de Cabiria ont été perçus comme des alliés.**

d'une copine pour aller faire un test de dépistage. Plutôt que de convoquer, comme il se doit, la jeune femme pour un entretien, le labo a jugé bon d'appeler la copine pour lui donner, par téléphone, les résultats du test, positifs. C'est inadmissible, l'entretien individuel devrait être la norme. Illico, la colocataire de Joy la vire. La jeune femme bénéficiera, heureusement, d'un logement d'urgence trouvé par Cabiria. Elle va bien aujourd'hui. Elle se sent très en forme, même si le temps d'adaptation aux médicaments a été long. «Je sais que d'où je viens, la discrimination est encore plus terrible, la solidarité, inexistante, et que les médicaments font l'objet de trafic.» Joy ne se sent pas

jugée par l'équipe soignante à l'hôpital ni par celle de Cabiria mais garde secret son statut sérologique. Seule une amie vivant en France est au courant et quand elle en a parlé à son amoureux au pays, il lui a tenu un discours de déni, jugeant qu'elle n'avait pas l'air malade et par conséquent, ce n'était pas possible. Il serait séronégatif, mais Joy affirme n'avoir qu'une confiance limitée dans les analyses médicales de son pays d'origine. S'il est bien sûr possible d'imaginer une solidarité existante entre les femmes africaines, Joy ne l'a



pas rencontrée. «Excepté à Cabiria, je crois que les séronégatifs discriminent les séropositifs», dit-elle calmement. Quelques secondes plus tard, elle dit qu'elle a un amoureux, français, qui l'aime comme elle est.

#### UN RÔLE CENTRAL

Daniela, l'infirmière, confirme d'abord le silence: celles qui ne se sentent pas malades ne veulent pas en parler, plus préoccupées par leur manque d'argent ou la répression policière que par le virus. Au sujet des Africains, il semble en effet que la stigmatisation a été importée. La crainte d'être «signalée» comme séropositive au pays est un cauchemar atroce. Malheureusement, quelques femmes ont eu à subir ça. Joy, comme les autres, est bien consciente des risques à accepter un rapport non protégé. Avec une vigueur qui force l'admiration, elle résiste aux clients qui régulièrement lui offrent jusqu'à 3 000 euros pour s'en passer. Véritable militante, elle s'étonne du fait que ses clients, tous français avec des papiers ou presque, ignorent l'existence du traitement d'urgence (TPE, *traitement postexposition*, lire page 21). Plusieurs de ses consoeurs sont même parvenues à accompagner le client aux urgences après une rupture de préservatif. Tous n'ont pas refusé. Autant le dire, c'est un exploit.

Le rôle central joué par les personnes prostituées dans la prévention et dans la santé publique doit donc être davantage reconnu, à tous niveaux, par les pouvoirs publics et les élus, qui ont parfois anticipé ou surajouté aux dégâts de la loi répressive. La prévention n'a jamais fonctionné avec la répression. Après trente ans d'épidémie, on aimerait ne plus avoir à le répéter. **LUC BIECO**